



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination, du
Pilotage, de l'Appui Territorial et
de l'Environnement**

Arrêté N° 2023-DCPATE/508

**Prescrivant au gérant du site d'élevage avicole et bovin de l'EARL LE CHATAIGNER
situé au lieu-dit « la Fontaine » sur la commune de SAINT-FULGENT des mesures
d'urgence en vue de protéger le milieu naturel**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région 2018 n° 408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°05-DRCLE/1-206 du 12 avril 2005 et l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 2023-DCL-BENV-771 du 13 avril 2023 autorisant notamment l'EARL LE CHATAIGNER à exploiter, au lieu-dit « La Fontaine » à SAINT-FULGENT, un élevage de 74000 emplacements de volailles, 100 vaches allaitantes et 90 bovins à l'engraissement ;

Vu le règlement sanitaire départemental de la Vendée ;

Vu la proposition, en date du 4 décembre 2023, des inspectrices de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de la Vendée à Monsieur le Préfet de Vendée de signature d'un arrêté de mesures d'urgence sur la base des constats réalisés lors de l'inspection du 1^{er} décembre 2023 ;

Considérant la visite programmée du 1^{er} décembre 2023 lors d'un contrôle au titre de la conditionnalité pour l'année 2023 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, concernant le respect des directives européennes «oiseaux» et «habitats», « nitrates » et « cadre sur l'eau » ;

Considérant qu'il a été constaté lors de ce contrôle, la présence d'écoulement de jus de fumier dans le milieu naturel au niveau de deux plateformes de compostage non couvertes servant actuellement au stockage du fumier de bovins. Les lixiviats s'écoulent par les murs non étanches de l'ouvrage et ruissellent vers le plan d'eau d'irrigation et le cours d'eau BCAE (bonnes conditions agricoles et environnementales) situés en contrebas de l'exploitation. Il a été observé par endroit que les tas de fumier ont débordé par dessus les murs en béton entraînant un amas de fumier à l'extérieur de tout dispositif de stockage ;

Considérant qu'une des deux fumières couvertes a été affectée en stabulation pour loger des bovins ;

Considérant que ces stockages d'effluents et ces écoulements génèrent une dispersion de substances polluantes de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face aux manquements constatés et au danger grave et imminent que représentent les eaux polluées sur l'environnement du milieu naturel, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en fixant des mesures d'urgence pour la protection du milieu naturel.

Arrête

ARTICLE 1

L'EARL LE CHATAIGNER dont l'élevage avicole et de bovins (vaches allaitantes et bovins à l'engraissement) est implanté au lieu-dit « la Fontaine » sur le territoire de la commune de SAINT-FULGENT **procède aux mesures d'urgence suivantes dans un délai maximum de 7 jours à compter de la signature de cet arrêté :**

- évacuer les fumiers stockés sur les deux plateformes extérieures (initialement destinées à la station de compostage) vers une fumière aux normes ou en bout de champ s'il s'agit de fumier stocké depuis plus de deux mois sous les animaux ;
- retirer le fumier stocké à l'extérieur le long des parois des deux plateformes ;
- stopper tout écoulement de lixiviat vers le milieu naturel ;
- éliminer toutes les traces des écoulements.

ARTICLE 2

Le gérant de l'EARL LE CHATAIGNER adresse au préfet, **dans un délai de 7 jours à compter de la signature du présent arrêté**, les justificatifs (photographies, vidéos...) attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Ce recours n'est pas suspensif.

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-FULGENT pour pouvoir y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – Bureau de l'environnement – section des installations classées (ICPE).

ARTICLE 6

Le secrétaire général par intérim de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de SAINT-FULGENT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'EARL LE CHATAIGNER par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 6 décembre 2023

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général par intérim,


Yann LE BRUN

Arrêté N° 2023-DCPATE/508

Prescrivant au gérant du site d'élevage avicole et bovin de l'EARL LE CHATAIGNER situé au lieu-dit « la Fontaine » sur la commune de SAINT-FULGENT des mesures d'urgence en vue de protéger le milieu naturel

Article L 171-8 du Code de l'environnement :

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'[article 1920 du code général des impôts](#). Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.